

POLITESCHT BUCH

SÉRIE: GUERRE (PAS SI) SAINTE 3/4

Comprendre pour mieux désespérer

Raymond Klein

Les raisons du flux de réfugiés syriens ne sont pas celles qu'on croit. Les acteurs du conflit et leurs intérêts sont difficiles à cerner. Le recours à des livres de spécialistes permet d'y voir plus clair. Mais pas d'entrevoir une solution.

Palmyre, ça vous dit quelque chose ? Oui, la ville antique classée patrimoine mondial de l'humanité, dont plusieurs temples ont été détruits en août par l'État islamique (IS), faisant la une des journaux. Palmyre est également mentionnée dans « Jihad Academy » du journaliste Nicolas Hénin, alors que le livre a déjà été publié en début d'année. C'est que Hénin s'intéresse moins au sort des antiquités qu'au sort des humains : c'est à la prison de Palmyre qu'ont été massacrés en 1980 environ un millier d'opposants suite à une tentative d'assassinat contre le président Hafez al-Assad. Pour de nombreux Syriens, Palmyre est un symbole de l'oppression du régime avant de représenter une partie du patrimoine national. L'IS ne s'y est d'ailleurs pas trompé, faisant sauter la prison juste après avoir conquis la zone en mai - bien avant de s'attaquer aux temples.

Symbiose IS-Assad

À l'époque, les choses sont claires : d'un côté la dictature laïque, de l'autre les islamistes. En 1982, le régime, en plus d'emprisonner, d'assassiner, de torturer ses opposants, perpète un des plus spectaculaires massacres du Moyen-Orient : après le soulèvement de la ville de Hama, la reconquête par l'armée fait plus de 10.000 victimes, détruisant au passage le centre-ville historique. L'Occident est indifférent tant à la destruction du patrimoine qu'à celle des vies humaines.

Vingt ans plus tard, les frontières se sont brouillées. À la suite des attentats du 11 septembre 2001, la Syrie, désormais dirigée par Bachar al-Assad, est devenue un partenaire dans la « War on Terror » qui excelle notamment dans la torture de prison-

niers transférés depuis les pays occidentaux. Mais le régime joue un double jeu. Nicolas Hénin décrit comment, avant et après l'invasion de l'Irak en 2003, s'établit dans la vallée de l'Euphrate une « autoroute du djihad » par laquelle des combattants syriens et étrangers rejoignent les forces antiaméricaines en passant par la Syrie. C'est ainsi qu'Assad contre-carre avec succès chez son voisin le « nation building » américain - pour lequel les néocons s'y sont de toute façon mal pris, il est vrai (woxx 1333). En prime, Assad se débarrasse des extrémistes syriens - croit-il. En fait, ceux-ci reviendront huit ans plus tard et fourniront des cadres à l'IS.

En 2011, confronté au printemps arabe, Bachar al-Assad a recours à une répression brutale, radicalisant l'opposition. Et l'apprenti sorcier en rajoute : il libère des prisonniers djihadistes, afin de contaminer en quelque sorte le soulèvement populaire. Hénin cite un ancien agent des services de renseignement syriens : « Le régime voulait raconter au monde qu'il combattait Al-Qaïda, mais en fait la révolution était pacifique au début, alors il a dû fabriquer la légende d'une rébellion islamiste. » Cette stratégie dangereuse est une réussite : l'opposition syrienne est aujourd'hui discréditée en Occident et la plupart des Européens croient que les réfugiés fuient l'IS plutôt que le régime. Le président russe peut dès lors sans rire prononcer une phrase comme : « Nous pensons que c'est une grande erreur que de refuser de coopérer avec le gouvernement syrien et ses forces armées qui combattent courageusement le terrorisme. »

Mais quelles sont les options disponibles en Syrie et en Irak ? Quels sont les acteurs en présence et d'où viennent-ils ? En quelques pages, Hénin résume l'établissement des principales organisations armées en Syrie. En 2012, le Front Al-Nosra se forme à partir de combattants de l'« État islamique en Irak » (ISI) - le précurseur de l'IS - et avec le soutien de celui-ci. Début 2013, l'IS tente une sorte d'OPA sur ses anciens camarades. Avec un

succès partiel seulement, car le leader d'Al-Nosra va refuser, avec le support d'Al-Qaïda. C'est à ce moment qu'apparaît le grand schisme entre la vieille et la nouvelle multinationale djihadiste, assez différentes en matière de stratégie et d'efficacité (woxx 1336).

financés et armés par des pays ou organisations islamistes, ce qui les incite à s'afficher plus radicaux qu'ils ne le sont. Nicolas Hénin, pour expliquer le succès de l'IS et la radicalisation en général, a recours à une fable, « l'histoire d'un petit élève qui, à chaque récréation, se faisait cas-



Le régime d'Assad est poussé dans ses derniers retranchements mais ne lâche pas prise. Poste de contrôle à Damas en janvier 2012.

PHOTO : ELIZABETH ARROTT / VOICE OF AMERICA / PD

Ces mêmes épisodes sont couverts plus en détail dans « Isis - Inside the Army of Terror » des journalistes Michael Weiss et Hassan Hassan. Ainsi on apprend que le classement d'Al-Nosra comme organisation terroriste fin 2012 par les États-Unis a conduit l'ensemble de l'opposition syrienne à se solidariser avec lui. Ils relèvent aussi le paradoxe d'Al-Qaïda exhortant les djihadistes irakiens et syriens à combattre dans leur propre pays, émanation des découpages de l'époque coloniale, alors que l'IS a proclamé le califat et aboli la frontière entre la Syrie et l'Irak.

Le petit élève et la révolte

Weiss et Hassan s'intéressent peu aux dynamiques à l'œuvre au sein de l'opposition syrienne. Tout au plus font-ils remarquer que la radicalisation religieuse des groupes d'opposition est aussi due au fait qu'ils sont

ser la figure par un autre enfant ». La maîtresse plaint la victime et sermonne le méchant, mais laisse faire par ailleurs. À la fin, l'élève rejoint un gang pour se protéger. « Alors, tout le personnel encadrant de l'école lui saute dessus pour le critiquer. » Tandis que le méchant fait la leçon à la maîtresse : « Tu vois, je t'avais bien dit que c'était un voyou ! »

On voit que Hénin n'hésite pas à prendre des positions assez nettes. Ce n'est pas un problème, puisqu'il les étaye avec des arguments et des faits instructifs. Ainsi il énumère les appels à l'aide des opposants, depuis celui d'une zone d'exclusion aérienne en octobre 2011 jusqu'à celui d'une intervention directe après le grand bombardement chimique en août 2013 (woxx 1230). L'auteur dénonce là « l'inaction la plus coupable », car, après avoir eu peur, le régime syrien aurait alors compris « que l'Occident ne ferait rien, jamais ». Quant aux ci-

vils syriens, ils ont appris à préférer la protection tangible des groupes armés, fussent-ils djihadistes, aux paroles en l'air des Occidentaux sur les droits humains.

Les méchants pullulent

Cela aide à comprendre comment l'ISI, presque anéanti en 2010, a pu se refaire une santé en Syrie. De surcroît, l'attitude des autres groupes armés de l'opposition est loin d'être exemplaire, les civils sont exposés à la maraude et à l'insécurité. L'ordre - puritain et brutal - imposé par l'IS en devient plus acceptable. Surtout, le groupe fait preuve d'habileté tactique : il évite d'affronter directement le régime d'Assad, dont il est l'allié objectif - du moins l'a-t-il été jusqu'à l'été 2014. Ensuite, après avoir subi, début 2014, un coup d'arrêt quand les autres groupes d'opposition syriens se sont alliés contre lui, l'IS s'est lancé à la conquête de la ville irakienne de Mossoul. Pour ensuite, grâce aux armes lourdes capturées lors de cette victoire, reprendre l'offensive en Syrie.

Cette efficacité militaire de l'IS trouve son origine dans l'absorption d'un certain nombre d'anciens cadres du régime de Saddam Hussein, comme cela est décrit en détail dans le livre du journaliste Christoph Reuter, « Die schwarze Macht » (woxx

1336). Enfin, l'accueil favorable fait à l'IS en Syrie, en Irak et parmi les Arabes sunnites en général s'explique par l'absence de projets alternatifs auxquels ces populations pourraient s'identifier. Les autorités étatiques sont corrompues, les autorités religieuses perçues comme complices, les contre-projets socialistes désenchantés - cela permet à un rêve fou comme le rétablissement du califat de frapper les esprits. Pour mieux comprendre le récit de « la trahison des promesses faites aux Arabes » par les Occidentaux après la chute de l'empire ottoman, on peut se tourner vers « Le piège Daech » de l'historien Pierre-Jean Luizard.

Géostratégie du chaos

Ce livre peu volumineux écrit sur un ton plus sobre que celui d'Hénin et consacre beaucoup de place aux origines historiques des conflits actuels, tout en résumant judicieusement les événements récents, par exemple l'expansion de l'IS en Syrie et en Irak. Luizard fait également preuve d'une grande lucidité en matière de géostratégie. Ainsi, il explique que les Kurdes irakiens, souvent perçus comme les chevaliers blancs dans la lutte contre l'IS, auraient passé un accord avec ce dernier, afin d'obtenir le contrôle de la zone disputée arabo-kurde autour de Kirkouk. Sur un autre registre, Ni-

colas Hénin s'en prend aux Kurdes syriens. Ou du moins au PKK, auquel il reproche un « fonctionnement stalinien » et un cessez-le-feu tacite avec le régime afin de poursuivre, là encore, des objectifs territoriaux.

Clairement, les problèmes dépassent les frontières de la Syrie et de l'Irak. Pierre-Jean Luizard consacre un chapitre entier au « bouleversement du Moyen-Orient ». Il explique entre autres dans quelle intention la Turquie a longtemps laissé passer des combattants djihadistes sa frontière avec la Syrie : « Affaiblir tout à la fois le régime de Bachar al-Assad et les Kurdes. » Même effrayé par l'IS, le gouvernement turc hésiterait à choisir entre deux ennemis et à rejoindre la coalition anti-Daech « dont l'AKP craint qu'elle ne profite aux Kurdes ». Depuis la publication du livre, la Turquie a rejoint cette coalition, mais, sans surprise, s'en prend au moins autant aux Kurdes qu'aux djihadistes.

L'approche historique de Pierre-Jean Luizard est également utile pour comprendre les origines de la mosaïque ethnico-religieuse syrienne, même s'il ne consacre que deux pages aux événements de l'après-2011. Nicolas Hénin par contre multiplie les dénonciations des actions d'Assad dans la guerre civile, documentant notamment la répression terrible dont sont victimes les opposants. Relevons qu'il cite également une experte d'Amnesty International qui souligne que des crimes sont commis par tous les partis en présence, y compris les groupes d'opposition « modérés ». N'empêche que c'est bien Assad qui, s'accrochant au pouvoir, s'est montré prêt aux pires exactions.

Enfin, derniers acteurs locaux, les chiites irakiens et leur « sponsor ». Là encore Luizard fournit un résumé historique comprenant une intéressante sociologie du chiisme irakien. Quant à Hénin, il raconte un peu plus en détail la spirale des rancunes entre sunnites et chiites sous

l'occupation américaine. Lui-même, à l'époque, se demandait : « Comment évitera-t-on que tout cela ne se transforme en une vaste vengeance communautaire ? » Tandis que, note-t-il, Georges Bush, dans une interview, avouait ne pas connaître la différence entre sunnites et chiites. Après le départ des Américains, « les policiers et soldats irakiens sont devenus des occupants de leur propre pays ». Enfin, lors de la lutte contre l'IS à partir de 2014, les milices chiites issues de la guerre civile irakienne ont à nouveau pu « casser » du sunnite. Hénin cite l'experte d'Amnesty : « La population sunnite est accusée de manière collective d'avoir collaboré avec l'État islamique. Ses membres ont été déplacés, chassés de chez eux. » Dans les zones « libérées » par les Kurdes, les habitants sunnites ne sont pas mieux traités - « Elles sont poussées vers l'État islamique. »

Hypocrisie occidentale

Le facteur qui a rendu possible certains succès face à l'État islamique est malheureusement celui qui maintient les chiites irakiens dans une logique de confrontation : le soutien militaire et l'emprise politique iranienne. Michael Weiss et Hassan Hassan donnent de cette emprise une présentation détaillée mais très négative. Concernant la Syrie, où l'Iran est présent aussi, ils citent un ancien dignitaire d'Assad : « La Syrie est occupée par le régime iranien. » Sur un ton plus sobre, l'islamologue Wilfried Buchta constate dans « Terror vor Europas Toren » que l'Iran poursuit en Irak des intérêts vitaux. L'objectif serait d'éviter un retour à la situation connue sous Saddam Hussein, avec un Irak hostile dominé par les sunnites et un gouvernement nationaliste et laïc.

Dans ce fouillis de motivations et de contraintes, comment voir clair ? Quels paradigmes appliquer, dans

État islamique, chaos arabe

Depuis le lancement de cette série dans le woxx 1333 (« Aus Feinden werden Monster »), le sujet a gagné une actualité inattendue. Pourquoi des millions de personnes fuient-elles la Syrie et l'Irak ? En nous référant à des livres d'experts publiés en allemand, français et anglais, nous avons examiné d'abord les antécédents de la situation actuelle. L'article « Ordnung und Wahnsinn » dans le woxx 1336 était consacré à une analyse des forces et des faiblesses de l'IS. Après la contribution présente, la série se conclura avec un article consacré au phénomène des combattants IS venus de pays occidentaux.



PHOTO : MARGARET KEITH / US NAVY / PD

Que faire ? Regarder ou intervenir ? Avec ou contre Assad ? Avion F-18 avant son départ sur le porte-avions USS George Bush, août 2014.

quelle direction chercher une solution ? Commençons par le faux bon paradigme : « Quand on relit 'Le choc des civilisations' de Samuel Huntington », écrit Pierre-Jean Luizard, « on est frappé du jeu de miroirs qui s'instaure avec les conceptions du salafisme djihadiste. » L'un et l'autre opposent à leur propre « bon » universalisme un repoussoir de barbarie ou de mécréance.

Or, pour ce qui est de l'universalisme, nous n'avons pas de leçons à donner. Nicolas Hénin, otage de l'IS pendant dix mois, insiste sur le fait qu'il veut pas réduire l'ampleur de ses crimes. « Mais », écrit-il, « pour six otages exécutés, combien de Syriens, d'Irakiens, torturés, tués ? » Hénin met en garde contre le deux poids, deux mesures. Et évoque le tueur du Musée juif de Bruxelles : « Combien a-t-il tué de personnes durant l'année qu'il a passée en Syrie ? Potentiellement bien plus que les quatre morts qu'on lui prête à Bruxelles. (...) Y a-t-il au moins quelqu'un qui s'en soucie ? »

Bombarder, mais qui ?

Et voici que nous bombardons l'IS. Non pas, comme le croient beaucoup de gens, en réponse à la barbarie de cette organisation qui décapite des Occidentaux. D'un point de vue chronologique, le journaliste américain James Foley a été exécuté une dizaine de jours après le début des bombardements. Mais quelle importance ? Avant Foley, l'IS a massacré des milliers de Syriens et d'Irakiens. Et avant cela, le régime d'Assad a torturé et exécuté ses propres citoyens par dizaines de milliers. Un régime qui a apparemment gagné ces derniers jours, face aux Occidentaux, un statut d'invulnérabilité grâce à l'engagement russe.

Alors, faut-il continuer à bombarder l'IS ? « L'intervention internationale est une campagne de recrute-

ment pour l'État islamique », écrit Nicolas Hénin. « Elle affaiblit l'opposition modérée et a contribué à l'escalade communautaire dans la région. » De surcroît, constate-t-il, les frappes aériennes accroissent les souffrances des populations civiles. En Afghanistan, les Américains avaient en 2001 vaincu les talibans en utilisant leurs adversaires locaux comme troupes au sol. Contre l'IS, ce seraient l'armée syrienne et les milices chiïtes. Même en cas de victoire militaire, la situation politique qui en résulterait serait encore pire qu'en Afghanistan, où cela avait déjà conduit à la poursuite de la guerre et du djihad par d'autres moyens.

Une suggestion fait actuellement rage chez les géostratèges occidentaux : miser sur les régimes stables plutôt que sur les soulèvements populaires qui réclament la démocratie mais risquent d'amener le chaos. Même Wilfried Buchta regrette qu'en 2003 en Irak, les Américains aient loupé l'occasion de mettre en place « un régime pro-occidental, modérément autoritaire et national-séculaire selon le modèle de Ben Ali en Tunisie ou de Mubarak en Égypte ». Quelle est la définition de « modérément autoritaire », et surtout, quelle stabilité attendre de ce type de régime, qui est bien plutôt la cause du mécontentement des masses arabes ? En Égypte, le maintien d'un gouvernement redevenu « national-séculaire » va de pair avec une répression brutale qui contient en germe la prochaine révolte.

L'approche américaine de résoudre la crise au Moyen-Orient en stabilisant l'Irak a également conduit à soutenir un régime autoritaire, corrompu et communautariste - et à accroître la légitimité de l'IS comme représentant des sunnites de la région. Or, ce faisant, ils sont en train d'achever la « décomposition de l'État d'Irak », constate Buchta. Pierre-Jean Luizard entrevoit également le risque

que « l'effondrement de l'État irakien sera irréversible et finira par entraîner avec lui celui de l'État syrien ».

Représentant le plus douteux de ces « régimes stables », Assad offre néanmoins aux Occidentaux de combattre ensemble les islamistes. Certains proposent de le soutenir dans un premier temps, feignant de croire qu'il cédera sa place une fois l'opposition vaincue. Sans surprise, Nicolas Hénin rejette un tel scénario avec véhémence et recommande des opérations militaires ayant pour objectif de protéger les populations civiles. Une idée juste, mais qui, face aux antagonistes Assad et IS, décidés d'en découdre, pourrait conduire aux déboires que l'Occident a connu avec les « zones de sécurité » en Bosnie.

Un trou dans le mur

Faut-il au contraire bombarder l'armée syrienne ? Mais nos dirigeants se méfient, à juste titre, d'un scénario libyen où la chute du régime entraîne un chaos renforçant encore l'hégémonie des islamistes. Par ailleurs, une telle intervention est encore plus problématique sur le plan du droit international que les bombardements actuels, dirigés contre des acteurs non étatiques. Rappelons aussi qu'un des arguments avancés par les Russes pour bloquer le Conseil de sécurité de l'ONU est le précédent libyen, où l'Occident a abusé des arguments humanitaires pour obtenir la chute de Kadhafi.

Hénin tient pour nécessaire, en plus d'une zone d'exclusion aérienne, des pressions diplomatiques conduisant au départ d'Assad - afin de « priver l'État islamique de ses arguments de recrutement ». Cela suppose que l'Occident définisse ses priorités stratégiques, reconnaisse les intérêts de la Russie et de l'Iran dans la région, accepte que l'opposition syrienne est en grande partie islamiste et pèse de tout son poids pour obtenir le départ

d'Assad. En espérant qu'ensuite l'opposition choisira la voie de la démocratie plutôt que celle de la guerre civile.

Pourquoi tout cela nous intéresse-t-il ? Soyons francs, les récits des horreurs de la guerre ne bousculent plus ni opinions publiques ni dirigeants. C'est bien la « menace » de l'arrivée des réfugiés en Europe qui, comme en 1999 pour le Kosovo, pousse les politiciens à agir. L'édification du mur de forteresse, derrière lequel on laisserait les « Arabes » s'entre-tuer, a échoué. Hélas, bombarder l'IS calme les opinions publiques, mais n'endigues pas le flux de réfugiés ! Et en s'engageant plus loin militairement, il y a même un risque d'affrontement avec la Russie.

La situation évoque par plusieurs aspects celle de l'Europe au début du 17^e siècle, comme l'a relevé dès 2013 le journaliste Anatole Kaletsky. Au premier abord, le grand conflit entre protestants et catholiques, auquel ressemble celui entre chiïtes et sunnites, qui éclate en Allemagne. Mais, comme le note Kaletsky, cette situation est compliquée par l'intervention politique et militaire de puissances extérieures poursuivant chacune ses intérêts propres. Ces événements portent un nom, qui augure mal de l'avenir : la guerre de Trente Ans.

Nicolas Hénin, « Jihad Academy », Fayard, 2015.

Pierre-Jean Luizard, « Le piège Daech », La Découverte, 2015.

Michael Weiss and Hassan Hassan, « ISIS - Inside the Army of Terror », Regan Arts, 2015.

Christoph Reuter, « Die Schwarze Macht », Deutsche Verlags-Anstalt, 2015.

Wilfried Buchta, « Terror vor Europas Toren », Campus Verlag, 2015.